



CSEC Capgemini – 29/01/2026

Déclaration **CFDT**

En moins d'une semaine, l'image de Capgemini s'est fortement dégradée auprès de nos collègues, auprès des clients, auprès des prospects et depuis lundi soir auprès de toute la France.

Il y a tout d'abord eu le 20 janvier l'annonce aussi soudaine que brutale d'un plan de suppression de plusieurs milliers de postes. Un projet dont les motivations objectives et factuelles restent encore à être démontrées, ce qui sera l'objet principal de l'expertise diligentée par le CSEC. Expertise à laquelle l'entreprise apportera bien évidemment une pleine et entière collaboration, nous ne voulons pas en douter.

La **CFDT** recueille déjà les retours de trop nombreux salariés de l'UES se voyant signifier des PRPA au cours des premiers entretiens de restitutions. Souvent, le doute est grand quant à l'objectivité et à la sincérité d'un process dont il semble cette année qu'il ait été largement mis à profit pour inciter des collègues à se porter volontaires à une mobilité externe, un peu à l'insu de leur plein gré. Est-ce la confirmation d'une rumeur qui voulait que des consignes aient été données cette année par certaines hiérarchies pour signifier un nombre record de PRPA ? La direction saura-t-elle nous convaincre du contraire ?

La **CFDT** mettra donc tout en œuvre pour défendre **l'emploi des salariés** dans le groupe Capgemini et préserver **l'employabilité** de tous les salariés. D'autre part, Capgemini doit continuer à recruter notamment des jeunes.

Quoi qu'il en soit, la **CFDT** défendra pied à pied les droits de nos collègues à être considérés avec respect et dignité et à **préserver leur avenir professionnel**.

Le respect, la dignité et la préservation de la santé mentale des salariés dans le cadre de ce projet devront absolument être priorités.

Par ailleurs, le pays des Droits de l'Homme découvre, le 26 janvier, que Capgemini joue un rôle actif dans les opérations d'une organisation américaine dénoncée pour ses pratiques brutales et controversées. Une implication lourde de sens, engagée dans un dispositif considéré par beaucoup comme une atteinte grave aux libertés fondamentales et à la dignité humaine. Capgemini fournit, via sa filiale CGS aux Etats-Unis, des services numériques pour aider l'agence fédérale américaine ICE - Immigration and Customs Enforcement - à localiser les migrants en situation irrégulière.

La **CFDT** avait activé depuis vendredi 23 janvier ses relais avec la direction du Groupe pour obtenir une réaction et des explications avant le reportage de France2 traitant du très fructueux contrat jusqu'à 365 millions de dollars passé par une filiale américaine du groupe avec les autorités fédérales américaines.

Comme la **CFDT** l'a indiqué dans son communiqué de presse, publié le 27 janvier, les explications données par Aïman Ezzat dans son post LinkedIn daté du 25 janvier se sont avérées non seulement très insuffisantes pour atténuer l'énorme impact du reportage, mais elles ont surtout été d'une incroyable et inquiétante

tiédeur pour ce qui est du respect des valeurs affichées par le groupe et des actions envisagées. Aucun contrat des filiales du Groupe n'est censé être hors radar.

D'autant que les 7 valeurs que Capgemini arbore avec constance depuis des dizaines d'années sont : audace, confiance, honnêteté, liberté, plaisir, esprit d'équipe, modestie.

Le fondateur du groupe, Serge Kampf, avait instauré ces valeurs et lui savait les mettre en application. L'éthique n'était pas qu'un mot pour lui. C'était un vrai principe de vie pour son entreprise. Et cela pouvait procurer à des salariés un sentiment de fierté d'appartenir à Capgemini.

Aujourd'hui, cette fierté est mise à mal. Les commentaires abondent pour signifier le dégoût, la honte et la colère d'être salarié de Capgemini. Les impacts à court et moyen termes pour notre entreprise risquent d'être forts. Des étudiants rayent déjà Capgemini de leur liste de sociétés pour laquelle ils souhaiteraient candidater.

La direction du groupe ne porte-t-elle pas une lourde responsabilité par son inertie et son hésitation ?

La **CFDT** Capgemini attend une réaction forte de la direction du Groupe sur le respect des valeurs et de l'éthique par l'ensemble des dirigeants dans tous les pays, y compris dans les filiales de Capgemini. Les formations à l'éthique ne devraient plus être imposées tant que l'exemplarité des décideurs fait à ce point défaut.

La CFDT de Capgemini demande officiellement à la Direction de se désolidariser sans délai de la collaboration avec ICE, totalement contraire aux valeurs de l'entreprise, et entachant gravement l'image de la société.